



REPUBLIQUE FRANÇAISE

## MAIRIE DE CHAMBERY

DEPARTEMENT DE LA SAVOIE

ARRÊTÉ N° ART-2023-020

### ARRÊTÉ DE MISE EN SECURITE - PROCEDURE ORDINAIRE IMMEUBLE CADASTRE BO N° 18 - 10 RUE SAINT-REAL - CHAMBERY

Vu la délibération du 4 juillet 2020 (DCM-2020-108) portant élection du maire,

Vu la délibération du 4 juillet 2020 (DCM-2020-110) portant élection des adjoints,

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L 511-1 et suivants, L.521-1 et suivants, L.541-1 et suivants, et les articles R.511-1 et suivants ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2131-1, L.2212-2, L.2212-4 et L.2215-1 ;

Vu l'avis de l'architecte des bâtiments de France en date du 10/01/2023,

Vu les éléments techniques apparaissant dans le rapport établi par le BET KEOPS en date du 26/03/2020 constatant le désordre suivant dans l'immeuble cadastré BO N° 18 situé 10 rue Saint-Réal à Chambéry :

- Partie en encorbellement au R+ 2 sur cour : éléments bois très détériorés et éléments porteurs très abîmés avec un scellement non garanti

Vu le courrier du 18/10/2022 lançant la procédure contradictoire adressé au syndicat des copropriétaires représenté par le syndic Foncia Vallée lui indiquant les motifs qui ont conduit à mettre en œuvre la procédure de mise en sécurité et lui demandant ses observations dans un délai de 2 mois :

Vu l'absence de réponse et vu la persistance des désordres mettant en cause la sécurité publique et celle des occupants ;

CONSIDERANT qu'en raison de la gravité de la situation et de la persistance des désordres, il convient d'engager la procédure de mise en sécurité afin que la sécurité des occupants et des tiers soit sauvée,

Le maire de la Ville de Chambéry,

### ARRÊTE

#### Article 1<sup>er</sup> :

Le syndicat des copropriétaires de l'immeuble situé 10 rue Saint-Réal à Chambéry, cadastré BO n° 18 représenté par le syndic Foncia Vallée domicilié 9 place de l'Hôtel de Ville à Chambéry est mis en demeure, à compter de la notification du présent arrêté, de procéder **dans un délai d'un an** :

- au renforcement de l'encorbellement suivant les préconisations et études du BET KEOPS,
- à la purge et à la réfection de la façade de l'encorbellement.

**Article 2 :**

La non-exécution des réparations, travaux et mesures prescrits par le présent arrêté dans les délais fixés expose la personne mentionnée à l'article 1 au paiement d'une astreinte financière calculée en fonction du nombre de jours de retard, dans les conditions prévues à l'article L. 511-15 du code de la construction et de l'habitation.

**Article 3 :**

La personne mentionnée à l'article 1 est tenue de respecter les droits des occupants dans les conditions précisées aux articles L. 521-1 à L. 521-3-2 du code de la construction et de l'habitation, reproduits en annexe 1.

**Article 4 :**

Le non-respect des prescriptions du présent arrêté et des obligations qui en découlent sont passibles des sanctions pénales prévues aux articles L. 511-22 et L. 521-4 du code de la construction et de l'habitation.

**Article 5 :**

Faute pour la personne mentionnée à l'article 1 d'avoir réalisé les travaux prescrits, il y sera procédé d'office par la commune et aux frais de la personne mentionnée à l'article 1, ou à ceux de ses ayants droit.

La mainlevée du présent arrêté de mise en sécurité ne pourra être prononcée qu'après constatation par les services de la commune de la complète réalisation des travaux au regard des mesures prescrites par le présent arrêté.

La personne mentionnée à l'article 1, ou ses ayants droit, devra fournir aux services de la mairie tous justificatifs établis par un bureau d'études structure attestant de la bonne réalisation des travaux.

**Article 6 :**

Le présent arrêté sera notifié à la personne mentionnée à l'article 1 par lettre remise contre signature ou tout autre moyen conférant date certaine à la réception. Il sera également notifié aux occupants de l'immeuble.

Le présent arrêté sera affiché sur la façade de l'immeuble ainsi qu'en mairie de Chambéry, ce qui vaudra notification, dans les conditions prévues aux articles L. 511-12 et R. 511-3 du code de la construction et de l'habitation.

**Article 7 :**

Le présent arrêté est transmis au préfet du département de la Savoie.

Le présent arrêté est transmis aux organismes payeurs des aides personnelles au logement ainsi qu'au gestionnaire du fonds de solidarité pour le logement du département lorsque le bâtiment est à usage total ou partiel d'habitation.

**Article 8 :**

Le présent arrêté fera l'objet d'une publication au fichier immobilier du service de publicité foncière. Cette publication ne donne lieu à aucune perception au profit du Trésor public.

**Article 9 :**

Le directeur général des services ainsi que les agents placés sous sa responsabilité sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de la mise en œuvre et du respect de présent arrêté.

**Article 10 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le tribunal administratif de Grenoble, dans les deux mois qui suivent son entrée en vigueur. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Dans le même délai, l'auteur du présent arrêté peut être saisi d'un recours gracieux contre celui-ci. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite.

Fait à Chambéry

## Accusé de réception - contrôle de légalité

Nature de l'acte : Arrêtés\_DGA STATE\_IParapheur

Numéro attribué à l'acte : ART-2023-020

Objet de l'acte : ARRÊTÉ DE MISE EN SECURITE - PROCEDURE ORDINAIRE  
IMMEUBLE CADASTRE BO N° 18 - 10 RUE SAINT-REAL - CHAMBERY

Thème Préfecture : 6 - Libertés publiques et pouvoirs de police 1 - Police municipale 1  
- Police administrative générale

Date de l'acte : 09 février 2023

Annexe(s) : 01 DROITS DE OCCUPANTS - ARRETE DE MISE EN SECURITE ORDINAIRE, 02 AVIS ARCHITECTE DES BÂTIMENTS DE FRANCE

Identifiant de télétransmission : 073-217300656-20230209-lmc1H28934H1-AR

Identifiant unique de l'acte : lmc1H28934H1

Date de transmission en Préfecture : 10 février 2023

Date de réception en Préfecture : 10 février 2023

Publication : du 10 février 2023 au 10 avril 2023